

Pourquoi ne trouve-t-on plus de professeurs de géographie en Communauté Française

Avec une seule période par semaine dans l'enseignement officiel en Communauté Française, la géographie est la plus mal lotie de toutes les disciplines scolaires. Moins d'heures de cours que le français ou les mathématiques, certes, mais aussi que l'histoire (2 périodes) ou les Sciences (minimum 3 périodes et parfois beaucoup plus), que l'éducation physique (3 périodes) ou cours philosophiques (2 périodes). Seul l'enseignement artistique semble encore plus défavorisé même si celui-ci trouve à travers les académies, c'est-à-dire en hors de l'enseignement obligatoire, une alternative de formation relativement peu coûteuse, mais facultative.

Pour avoir un horaire complet, professeur de géographie doit donc généralement cumuler plusieurs établissements, donner cours à vingt classes différentes groupant en moyenne 25 élèves et voir défiler sur la semaine 500 élèves qu'il connaît à peine. A chaque période d'évaluation (interrogation ou examens), il se retrouve donc face à une pile d'environ 500 copies !

Les professeurs de géographie sont fatigués ! Tel était le cri poussé par ceux qui se sont retrouvés, ce vendredi 25 octobre 2008 à l'ULB autour d'une table ronde sur l'état de l'enseignement de la géographie en Belgique (Communauté Française et Flamande), dans le cadre des Journées belges de la géographie.

Fatigués, donc... du moins ceux qui veulent bien encore enseigner car, alors qu'on fait si peu de place à la géographie dans le cursus scolaire, on s'arrache les géographes comme des petits pains sur le marché du travail. Disposant d'une bonne base scientifique, d'une formation à cheval sur les sciences exactes et les sciences humaines, bien formés dans l'analyse des données statistiques et leur traitement numérique, dans l'analyse de photos satellitaires et l'utilisation de systèmes d'information géographique... les jeunes diplômés trouvent sans peine du boulot tant dans le secteur public (urbanisme, aménagement du territoire, gestion de l'environnement, sociétés de transport...) que dans le secteur privé (bureaux d'études, « géomarketing », tourisme...).

Les écoles, elles, pleurent pour trouver un professeur de géographie. Sur dix offres d'emploi dans l'enseignement officiel, seule une sera honorée par un géographe.

Triste résultat de la situation paradoxale d'une discipline dont l'utilité est de plus en plus reconnue par la société mais qui, dans le même temps, reste très méconnue du grand public.

Car il est bien loin maintenant le temps où la géographie se limitait à énumérer les lieux et leurs caractéristiques. Devenue science qui étudie les relations entre les hommes, l'organisation des sociétés et l'environnement, elle a un rôle indéniable dans l'étude des changements globaux. Les questions qui animent les géographes sont ainsi au cœur d'une formation à la citoyenneté dont la Communauté française fait une de ses principales missions. Que ce soit à travers les problèmes de réchauffement climatique, les risques naturels, les problèmes de mobilité, les questions géopolitiques, le développement économique des territoires, l'analyse des processus liés à la globalisation... la géographie est au cœur de l'actualité et est un outil indispensable pour penser l'espace et comprendre le monde.

Quelles sont les perspectives ?

Nous sommes là face à un cercle vicieux : la qualité des cours de géographie dans l'enseignement secondaire influence le recrutement à l'université qui lui-même détermine le nombre de géographes sur le marché du travail et donc in fine susceptibles de devenir enseignants. Dans le même temps, la géographie est peu et souvent mal enseignée à l'école car les professeurs travaillent dans de

mauvaises conditions professionnelles et trop d'entre eux sont handicapés par le fait de ne pas avoir été formés à la géographie.

Et la nouvelle organisation de l'enseignement supérieur dite « de Bologne », qui a amené la création de masters à finalité didactique dans les diverses disciplines, ne laisse rien présager de bon pour l'enseignement obligatoire en général, pour celui de la géographie en particulier.

Souffrant d'une image peu attractive voire repoussante, l'enseignement n'attire pas, et peu nombreux sont les étudiants qui s'inscrivent d'emblée dans cette filière. Ce constat est généralisé pour presque toutes les disciplines mais il est d'autant plus criant que les diplômés ont de multiples débouchés en dehors de l'enseignement comme c'est le cas pour les chimistes, les philologues germanistes... et les géographes.

On ne dénombre cette année, toutes universités francophones confondues, que quatre inscrits dans les masters de géographie à finalité didactique.

Alors que faire ?

La solution passe, en tout cas partiellement, par une revalorisation de l'image de l'enseignement dans le grand public. Oui, on peut être heureux d'être prof... même de géo, ont voulu dire les enseignants présents.

Et certainement aussi par de meilleures conditions de travail dans le réseau officiel afin de disposer, comme dans le réseau libre, de deux périodes de cours par semaine plutôt qu'une. Ceci aurait le double avantage de diminuer de moitié le nombre d'élèves mais surtout de donner à l'enseignant le temps de pratiquer la géographie avec ses élèves, d'aborder les problèmes dans leur globalité et leur complexité.

Et d'espérer ainsi, qu'un jour, la géographie puisse trouver au sein du cursus scolaire la place qu'elle mérite comme outil de formation de jeunes citoyens !

Signataires :

- **Anne Dubreucq**, professeur de didactique de la géographie à l'Université libre de Bruxelles, maître assistant à la haute école Francisco Ferrer, catégorie pédagogique;
- **Jacques Charlier**, chercheur qualifié FNRS et professeur de géographie à l'Université catholique de Louvain, président de la Société belge d'études géographiques, membre de l'Académie royale des sciences d'outremer;
- **Mireille Delvaux**, maître assistant à la haute école Francisco Ferrer, catégorie pédagogique ;
- **Christian Kesteloot**, professeur de géographie à la Katholieke Universiteit Leuven et à l'Université libre de Bruxelles;
- **Bernadette Merenne**, professeur de géographie , économique et de didactique de l'enseignement supérieur, présidente du département de géographie à l'Université de Liège ;
- **Brigitte Mottet**, présidente de la Fegepro (Fédération des professeurs de géographie), professeur de géographie à l'École européenne de Bruxelles;
- **Cathy Nys**, conseillère pédagogique Cepeons ;
- **Christian Vandermotten**, président du département de géographie à l'Université libre de Bruxelles, membre de l'Académie royale des sciences, des lettres et des arts de Belgique, président de la Société royale belge de géographie;
- **Benjamin Wayens**, maître assistant à la haute école Lucia de Brouckere, catégorie pédagogique, secrétaire de la Société royale belge de géographie.

Paru dans le journal « Le Soir » du jeudi 13 novembre 2008.